

Mairie d'Aulnoye-Aymeries  
Centre Administratif  
Place du Docteur GUERSANT  
59620 AULNOYE-AYMERIES

## **Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services**

Appel d'Offres Ouvert

En application des articles R. 2161-2 à R2161-5, du code de la commande publique

# **Fourniture et acheminement de gaz naturel pour les sites et services associés**

## **Règlement de Consultation (R.C)**

**Date limite de remise des offres :** Mardi 25 juin 2024 à 10h00

**Durée de validité des offres :** 8 H 00 à compter de l'heure limite de remise des offres

**Durée et dates du marché :** du 1er août 2024 à 00:00:00 au 31 juillet 2025 à 23:59:59

## Table des matières

<u>1.</u>	<u>ACHETEURS</u>	<u>3</u>
1.1	Coordonnateur du groupement de commandes	3
1.2	Membres du groupement	3
1.3	Fonctionnement du groupement	3
<u>2.</u>	<u>OBJET DE LA CONSULTATION :</u>	<u>3</u>
<u>3.</u>	<u>CONDITIONS DE CONSULTATION :</u>	<u>4</u>
3.1	Pouvoir Adjudicateur	4
3.2	Procédure de passation et forme du contrat	4
3.3	Durée d'exécution du marché	4
2.4	Délai de validité des offres	4
2.5	Date limite de remise des offres	4
2.6	Marché fractionné	5
2.7	Allotissement	5
2.8	Forme juridique des groupements	5
2.9	Sous traitance	5
2.10	Variante	6
2.11	Prestation supplémentaire éventuelle	6
2.12	Visite de site	6
2.13	Langue et unité monétaire	6
<u>4.</u>	<u>CONSTITUTION DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>6</u>
<u>5.</u>	<u>MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>6</u>
<u>6.</u>	<u>CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES</u>	<u>7</u>
6.1	Candidature	8
6.2	Offre	8
<u>7.</u>	<u>JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>9</u>
<u>8.</u>	<u>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>10</u>
<u>9.</u>	<u>PROCEDURES DE RECOURS</u>	<u>10</u>

## 1. ACHETEURS

### 1.1 Coordonnateur du groupement de commandes

Le Membre du groupement chargé notamment, en application de l'article L2113-6 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique, de mener la procédure de passation du marché pour le compte de ses Membres est la Commune d'AULNOYE-AYMERIES - Ci-après désigné « Coordonnateur » :

Mairie d'Aulnoye-Aymeries

Monsieur Bernard BAUDOUX – Maire

Place du Docteur Guersant

59620 Aulnoye-Aymeries

Plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics596280.fr>

Téléphone : 03 27 53 63 73

### 1.2 Membres du groupement

Le groupement est composé de 2 Membres :

- La mairie d'Aulnoye-Aymeries et ses établissements annexes, Place du Docteur Guersant, 59620 Aulnoye-Aymeries.

- Le CCAS d'Aulnoye-Aymeries et ses établissements annexes, Place du Docteur Guersant, 59620 Aulnoye-Aymeries.

### 1.3 Fonctionnement du groupement

Pour la réalisation de l'objet du groupement, le Coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un fournisseur afin de répondre au besoin des Membres.

Le Coordonnateur est également chargé de signer et de notifier le marché, ainsi que de conclure les avenants au marché.


Chaque Membre s'assure de la bonne exécution du marché.

## 2. OBJET DE LA CONSULTATION :

La présente consultation a pour objet la fourniture et l'acheminement de gaz naturel garantissant l'alimentation en continu et sans aucune altération des besoins des Points de Comptage et d'Estimation (PCE) du Pouvoir Adjudicateur ainsi que les services associés et complémentaires.

Ces fournitures s'entendent en "contrat unique" comprenant l'accès et l'utilisation des réseaux publics de distribution et de transport gérés par les GRD et incluant la fonction de responsable d'équilibre.

Lieux de prestation : Les lieux de fourniture et d'acheminement de gaz naturel sont les adresses de l'ensemble des Points de Comptage et d'Estimation (PCE) renseignés dans la pièce BPU.

 **Le site de l'EHPAD est à intégrer au 01/01/2025.**

Nomenclature CPV : 09123000-7 – Gaz naturel

### 3. CONDITIONS DE CONSULTATION :

#### 3.1 Pouvoir Adjudicateur

Mairie d'Aulnoye-Aymeries  
Monsieur Bernard BAUDOUX – Maire  
Place du Docteur Guersant  
59620 Aulnoye-Aymeries

#### 3.2 Procédure de passation et forme du contrat

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles suivants :

- L2124-1 et R2124-1 du Code de la commande publique (procédure formalisée)
- L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique (appel d'offres)
- R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique (appel d'offres ouvert)

Groupement de commandes :

- L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique (groupement de commandes)
- R2332-15 du Code de la commande publique (missions de coordonnateur du groupement de commandes)

#### 3.3 Durée d'exécution du marché

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, le marché est conclu pour une durée de 12 mois ferme.

La fourniture de gaz prendra effet à compter du 1er août 2024 à 0h00 et se termine le 31 Juillet 2025, 23h59.

#### 3.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 8 heures à compter de la date et heure limite de réception des offres.

#### 3.5 Date limite de remise des offres

La date limite de remise des offres est le mardi 25 juin 2024 à 10h00 sur la plateforme dématérialisée <https://marchespublics596280.fr>

### 3.6 Marché fractionné

- Accord-cadre (articles R2162-1 et suivants du code de la Commande publique) :  
Non
- Marché à tranches (article R2113-4 et suivants du code de la Commande Publique) :  
Le marché n'est pas divisé en tranches.

### 3.7 Allotissement

Conformément aux articles L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du Code de la commande publique, la présente consultation n'est pas allotie car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 3.8 Forme juridique des groupements

Conformément aux articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés sous deux formes :

- Soit conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- Soit solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Conformément à l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De plus, les candidats ne peuvent pas être membres de plusieurs groupements.

### 3.9 Sous traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous - traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;

- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

### 3.10 Variante facultative

Le Pouvoir Adjudicateur souhaite que lui soit proposée une offre de fourniture 100 % biogaz. Cette variante est souhaitée mais facultative.

### 3.11 Prestation supplémentaire éventuelle

Sans objet

### 3.12 Visite de site

Sans objet

### 3.13 Langue et unité monétaire

Les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature ou de l'offre seront rédigés en français. Les documents non rédigés en langue française devront être accompagnés d'une traduction en français

Les offres seront exprimées en EURO.

## 4. CONSTITUTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- Le présent Règlement de Consultation (RC),
- Le Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP),
- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

#### Autorisation de collecte de données :

Conformément à l'article 4.2 du CCATP, les candidats sont expressément autorisés à collecter auprès du gestionnaire de réseau les données techniques et les historiques de consommations pour l'ensemble du périmètre de consultation, constitué des Points De Livraison indiqués dans le BPU.

## 5. MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Les modifications seront envoyées aux candidats, par la plateforme dématérialisée (via un mail), au plus tard six jours avant la date limite de réception des plis.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

## 6. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront obligatoirement transmettre leurs propositions de manière électronique.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://marchespublics596280.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf,
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : .gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1<sup>er</sup> octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### Copie de sauvegarde :

Selon l'Article R.2132-11 du Code de la Commande Publique, le Soumissionnaire qui effectue une transmission électronique a la possibilité de transmettre, en plus et par mesure de sécurité face à une menace informatique, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clef USB) ou sur support papier dans les délais impartis, soit par voie électronique (support dématérialisé), selon les modalités prévues par l'arrêté du 14 avril 2023.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent également être signés (y compris ceux sur les supports physiques électroniques).

Cette copie doit être placée dans un pli scellé portant la mention lisible :

« COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du soumissionnaire

Offre pour le marché de fourniture et d'acheminement de gaz naturel et services associés

NE PAS OUVRIR AVANT LE 25 JUIN 2024 à 10 h 00 »

Elle devra être envoyée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à :

## 6.1 Candidature

Chaque candidat, ou, en cas de groupement et/ou de sous-traitance, chaque cotraitant et sous-traitant aura à produire les pièces suivantes :

- La lettre de candidature DC1
- La déclaration du candidat DC2.
- La déclaration de sous-traitance (DC4) si le candidat souhaite déclarer son ou ses sous-traitants dès ce stade de la procédure ;
- Les attestations d'assurances pour risques professionnels en cours de validité dont dispose le candidat.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire RIB ;
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :
  - le chiffre d'affaires des 3 dernières années,
  - la liste des principales références professionnelles du candidat dans des domaines similaires au présent marché au cours des trois dernières années.
  - ses moyens humains et techniques (de ses éventuels sous-traitants ou/et cotraitants également),
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature
- Une copie de l'autorisation de fourniture de gaz naturel prévue aux articles L443-1 et suivants du Code de l'Energie

Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un e-DUME établit conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME, en lieu et place de tous les documents listés ci-dessus.

## 6.2 Offre

- L'Acte d'Engagement (AE), dater et signer ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP), dater et signer ;
- Le BPU, à compléter en totalité, dater et signer ;
- Le Mémoire technique, reprenant tous les points demandés dans les pièces du marché.



## 7. JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

### a) Prix : 60 points

- Prix global estimatif annuel pour l'ensemble des sites : 60 points  
Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) x pondération du critère de prix

Cf Annexe financière « BPU » à l'acte d'engagement

### b) Valeur technique de l'offre : 40 points

- Modalités de facturation et documents mis à disposition (Modèle de feuillet de gestion/de bilan annuel et modalités de mise à disposition – Modèle de facture et fréquence d'émission.) 15p
- Outil de suivi en ligne (suivi des demandes en cours avec statut mentionnant précisément l'état d'avancement – Diversité des données disponibles et exportabilité de toutes les données visualisables au format Excel – Accès aux données GRDF (tarif, profil de consommation, gaz) 15p
- Organisation de la relation clientèle : Qualité de l'unique interlocuteur dédié (identité, numéro de téléphone non surtaxé, adresse mail, disponibilités). / Qualité et diversité des alertes clients paramétrables / Rapidité de traitement des demandes. Il est attendu ici un détail précis des délais de réponse en fonction de la nature des demandes formulées. 10p

Pour chaque critère qualitatif, la note sera calculée de la manière suivante :

100% des points si l'offre technique répond de façon très satisfaisante au besoin exprimé ;

75% des points si l'offre technique répond de façon satisfaisante au besoin exprimé ;

50% des points si l'offre répond de façon minimaliste au besoin exprimé ;

25% des points si l'offre technique répond de façon peu explicite au besoin exprimé.

Au final, une note sur 100 sera attribuée par addition des notes précitées.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire par le pouvoir adjudicateur en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations (des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique), si ceux-ci n'auraient pas été fournis dans la candidature.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande sur le profil d'acheteur.

Une réponse par écrit sera alors adressée en temps utile à toutes les sociétés ayant reçu le dossier (et s'étant identifiées pour retirer le dossier de consultation).

Aucun renseignement verbal ne sera communiqué.

## 9. PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.f](http://www.telerecours.f)

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire  
CS 62039  
59014 LILLE Cedex  
Tél. : 03.59.54.23.42  
Fax : 03.59.54.24.45  
Email : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire  
CS 62039  
59014 LILLE Cedex  
Tél. : 03.59.54.23.42  
Fax : 03.59.54.24.45  
Email : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)